



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/49
9 octobre 2009

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-neuvième réunion
Port Ghalib, Egypte, 10 - 14 novembre 2009

PROGRAMME DE PAYS : SOMALIE

Le présent document est composé de :

- la feuille d'évaluation du programme de pays (rédigée par le Secrétariat du Fonds)
- observations et recommandations du Secrétariat du Fonds
- la lettre d'accompagnement du gouvernement de la Somalie
- la feuille de couverture et du résumé analytique du programme de pays

FICHE D'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE PAYS DE LA SOMALIE

Unité nationale de l'ozone, département de l'Environnement

Statut de la ratification de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur
Convention de Vienne (1985)		1 ^{er} août 2001	30 oct. 2001
Protocole de Montréal (1987)		1 ^{er} août 2001	30 oct. 2001
Amendement de Londres (1990)		1 ^{er} août 2001	30 oct. 2001
Amendement de Copenhague (1992)		1 ^{er} août 2001	30 oct. 2001
Amendement de Montréal (1997)		1 ^{er} août 2001	30 oct. 2001
Amendement de Beijing (1999)		1 ^{er} août 2001	25 févr. 2002

Production de substances réglementées : Aucune substance réglementée n'a été produite

Consommation de substances réglementées : (2008) 20 tonnes métriques
(autres que les HCFC) 20 tonnes pondérées (PAO)

(tonnes)	CFC-11	CFC-12	CFC-113	CFC-114	CFC-115	TOTAL	Halon1211	Halon1301	TOTAL	CTC	Méthyl chloroforme	Bromure de méthyle
SAO		20			0	20	0		0			

Répartition de PAO par substance : CFC 100 % Halon 0 %

Répartition de SAO par substance : Aérosol Mousse Halons Réfrigération Solvant Bromure de méthyle

Consommation (tonnes pondérées) : 0 20

Pourcentage du total : 0% 100%

PROTOCOLE DE MONTREAL	(tonnes pondérées)	CFC	Halons	CTC	Bromure de méthyle
Consommation de base		241,4	17,7		0,5
Niveau de consommation permise en 2007		36,21	0,85		0,4

Source : Programme de pays (2009)

Programme de pays

Durée du programme de pays : Deux ans (2009 à 2011)

Cible d'élimination des SAO : élimination complète d'ici la fin de 2011

Secteur prioritaire de l'élimination : Secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération

Coûts des activités au pays 60 000 \$US

Stratégie :

Le gouvernement de la Somalie s'engage à assurer la conformité aux dispositions du Protocole et assure également que des efforts seront faits afin de minimiser la consommation de SAO en Somalie par le biais du moyen le plus économique malgré la situation de guerre actuelle. L'objectif du plan d'action est d'éliminer la consommation des SAO en Somalie conformément au Protocole de Montréal tel que ratifié par le gouvernement somalien et en vertu de la stratégie d'élimination des Sao recommandée et adoptée dans le cadre de la décision XX/19 de la réunion des Parties pour la conformité de la Somalie. Le plan d'action comprend l'introduction des initiatives gouvernementales afin de réglementer et surveiller l'importation et l'utilisation des SAO de façon efficace, de même qu'une série de projets proposés dans les secteurs de l'utilisateur final des SAO, dont certains sont considérés comme des préalables à la mise en application du calendrier d'élimination.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRETARIAT DES FOND

DESCRIPTION

1. Selon le dernier sondage mené pour la préparation du programme de pays et du plan de gestion d'élimination finale (PGEF) de la Somalie, la consommation totale des CFC, utilisés dans les systèmes d'entretien de l'équipement de réfrigération, a été estimée à 20 tonnes pondérées pour l'année 2008. Le pays n'a déclaré aucune consommation de halon ou de bromure de méthyle pour cette période. La consommation de base de CFC calculée pour la Somalie est de 241,4 tonnes pondérées, celle du halon est de 17,7 tonnes pondérées et la consommation de base de bromure de méthyle est de 0,5 tonne pondérée.
2. La République de la Somalie a été constituée en 1960 lorsque deux territoires coloniaux, notamment la Somalie britannique au nord-ouest s'est fusionnée avec la Somalie italienne dans les zones de l'est, du sud et central afin de former la République de la Somalie. Le pays entier a été déchiré par des conflits armés au cours des dix dernières années.
3. Le gouvernement fédéral de transition de la République de Somalie a été créé en 2004 à Nairobi au Kenya après un long processus de paix et de réconciliation fondé par la communauté internationale sous l'autorité des états de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en tant que gouvernement légitime de la Somalie reconnu par les états de l'IGAD, l'Union africaine, l'Union européenne, la Ligue des Etats arabes et en dernier ressort, les Nations Unies. Le gouvernement fédéral de transition de la République de Somalie, par l'entremise du ministère de l'Environnement et de la gestion des catastrophes, s'est engagé à mettre ses obligations en application en vertu du Protocole de Montréal à l'aide du financement du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal par la mise en application d'activités à l'intérieur du pays afin d'assurer la réduction des SAO telles qu'incorporées dans le programme du pays. L'agent national de l'ozone fait partie du ministère de l'Environnement et de la gestion des catastrophes et fait la navette entre les deux provinces, de même que Nairobi.
4. Puisque le pays a été déchiré par des guerres civiles et de l'agitation politique sur une très longue période, le pays est en processus de transformation par l'entremise d'une réconciliation nationale. Actuellement, le cadre législatif de la mise en application du Protocole de Montréal n'est pas très bien défini. Cependant, en tant que membre du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Somalie a souscrit aux règlements harmonisés sur le SAO du COMESA et est conforme à ses obligations en vertu du Protocole de Montréal pour l'établissement d'un système d'autorisation visant à réglementer les SAO et l'équipement fonctionnant aux SAO. Le gouvernement de transition émettra une interdiction circulaire de l'importation de CFC, de halons et de méthyl chloroforme à compter du 1^{er} janvier 2010.
5. Le programme de pays, rédigé avec l'aide du PNUE, décrit des objectifs très généraux inscrits ci-dessous :
 - a) Elaborer des stratégies visant à améliorer la participation des intervenants en SAO en général, y compris les OGN environnementales locales et d'autres membres de la société civile;
 - b) Déterminer le point d'intérêt des différents secteurs du pays sous le contrôle des divers seigneurs de guerre et organiser des réunions dans des endroits accessibles à tous les représentants et de préférence à l'extérieur du pays;
 - c) Effectuer une sensibilisation intensive du public; et
 - d) Promouvoir un système de déclaration volontaire des données.

OBSERVATIONS DU SECRETARIAT

6. Dans le contexte du programme de pays de la Somalie, le Secrétariat du Fonds a soulevé de sérieuses questions avec le PNUE en ce qui a trait à la façon dont certaines activités seront mises en application au pays, étant donné la situation d'agitation politique. Le Secrétariat a également soulevé des questions relatives aux décaissements financiers, aux responsabilités liées à la déclaration financière et d'autres questions de mise en application. Celui-ci a également demandé des clarifications de la part du PNUE concernant la raison expliquant pourquoi le plan de gestion de l'élimination finale (PGEF) n'est toujours pas terminé.

7. Dans sa réponse écrite et au cours d'autres discussions avec le Secrétariat, le PNUE a reconnu qu'il existait des problèmes sérieux liés à l'aide prodiguée à la Somalie et ceux-ci engendrent des délais dans l'achèvement du programme de pays, des décaissements retardés au début du financement pour le renforcement institutionnel (RI) et le PGEF actuellement incomplet. Cependant, le PNUE reconnaît également que la Somalie a besoin d'assistance technique et financière afin d'assurer qu'elle fait face à ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. De plus, il a invoqué la décision XX/19(4) de la vingtième réunion des Parties au cours de laquelle le Comité exécutif a demandé, sans préjudice pour l'opération du mécanisme financier, d'étudier des façons innovatrices d'aider la Somalie par le biais des agences d'exécution afin de lui permettre de mettre son plan d'action en application et de ramener la conformité.

8. Le PNUE a également informé le Secrétariat des récentes évolutions qui ont permis de surveiller les décaissements par l'entremise du bureau national du PNUD pour la Somalie situé à Nairobi et qu'il a observé que l'actuel agent des SAO a effectué toutes les tâches requises pour ainsi permettre de soumettre le programme de pays lors de la présente réunion. Le PNUE a également reconnu que, bien que la situation au pays ne soit pas idéale, il est convaincu qu'en approuvant le programme de pays, la communauté du Protocole de Montréal place la Somalie au cœur de la mise en application et, par conséquent, la force à mettre des activités en application afin de faire face à ses obligations.

9. En plus du programme de pays, le gouvernement de la Somalie a également soumis une demande pour la première phase officielle du projet RC au pays lors de la 59^e réunion du Comité exécutif afin d'appuyer les opérations de l'Unité de l'ozone. Les commentaires et la recommandation du Secrétariat du Fonds sont présentés dans le document(UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/14).

RECOMMANDATIONS

10. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation du programme de pays de la Somalie tout en mentionnant que cette approbation ne signifie pas l'approbation des projets déterminés aux présentes, ni leurs niveaux de financement. L'approbation du programme de pays de la Somalie devrait être accordée sans préjudice à l'opération du mécanisme de traitement de la non-conformité du Protocole de Montréal.

11. Le Secrétariat du Fonds recommande également que l'on demande au gouvernement de la Somalie de soumettre des renseignements chaque année au Comité exécutif au sujet du progrès relatif à la mise en application du programme de pays conformément à la décision du Comité exécutif sur la mise en application des programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/10/40, para. 135) à l'aide du format approuvé en ligne. Le rapport original couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009 devrait être soumis au Secrétariat du Fonds au plus tard le 1^{er} mai 2010.



The Transitional Federal Government of the Republic of Somalia
Ministry of Livestock, Fisheries, Environment & Natural Resources

Date: 7th October 2009

Ms. Maria Nolan,
Chief Officer
Multilateral Fund Secretariat
1800 McGill College Ave
27th Floor, Quebec H3A3L6
CANADA
Fax: (1514)2820068

Dear Madam,

**SUBMISSION OF THE SOMALIA COUNTRY PROGRAM ON NATIONAL
PHASE OUT PLAN (CFCs) PROJECT FOR CONSIDERATION AND
APPROVAL**

I have the honor to inform you that Somalia with the technical assistance from UNEP has successfully completed the preparation of the country program on National phase out plan for the elimination of CFCs in Somalia by 1st January 2010 in accordance with the requirements of the Montreal protocol.

I hereby therefore, submit the country program on National phase out plan CFCs) through UNEP, which is our Lead Implementing Agency, to the upcoming Executive Committee Meeting of the multilateral Fund for the consideration and approval. Approval of this country program will help Somalia achieve the 2010 target of total phase-out of CFCs as per the requirements of the Montreal Protocol.

Any assistance given to Somalia is highly appreciated.
Please accept "Madam" the assistance of my highest consideration.

Yours Sincerely ,

Dr. Abdullahi Mohamed Issa,
Director for Environment



COUNTRY PROGRAMME COVER SHEET

COUNTRY: SOMALIA

LEAD NATIONAL AGENCY: MINISTRY OF ENVIRONMENT

PERIOD COVERED BY COUNTRY: 2009 - 2011
PROGRAMME

LEAD IMPLEMENTING AGENCY: UNEP

1. PHASE OUT SCHEDULE:

SUBSTANCE	CURRENT CONSUMPTION (METRIC TONS) 2008	PLANNED TOTAL CONSUMPTION UNTIL PHASE-OUT (TONS X ODP) 2008-2010	PLANNED YEAR OF COMPLETE PHASE-OUT
CFC-12	20	30	2010
CFC-115	0	0	2010
HALON-1211	0	0	2010
HCFC	151	n/a	2030
TOTAL	171		

2. ACTION PLAN FOR SOMALIA:

The Transitional Federal Government of Somalia should be considered a special case and given exceptional consideration by the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol in order to enable The Somali Republic fulfill its commitments and obligations to the Protocol.

Therefore in order to help Somalia implement its commitment the Ministry of Environment has prioritized its action plan, which shall consist of the following:

YEAR	DESCRIPTION OF ACTION	SECTOR	INTENDED EFFECT	ESTIMATED COST (US\$)
2009	Strengthening of the National Ozone Office (Unit)	All	Provide monitoring and co-ordination	80,000
2009	Strengthening of National Committee on ODS	All	Provide monitoring and co-ordination	
2009-2011	Public Awareness Campaign	All	Create Awareness	
2009-2011	Strengthening institutional framework	All	Provide monitoring and co-ordination	

YEAR	DESCRIPTION OF ACTION	SECTOR	INTENDED EFFECT
2009-2011	Establishment of monitoring system for ODS imports, uses and Introduction of import licensing system	All	Ensure compliance with Protocol
2009-2011	Training of Enforcement Officers	All	To ensure continued training
2009-2011	Training of Refrigeration Technicians in Good Refrigeration Practices	Refrigeration	To ensure improved servicing
2009 - 2011	Monitoring of Activities	All	To ensure full implementation

EXECUTIVE SUMMARY

Somalia is an African State, situated in the Horn of Africa with internationally recognized borders with Djibouti in the north-east, Ethiopia in the west and Kenya in the south-west.

The Somali Republic is formed out by the union between Somaliland which got its independence from Britain and Southern Somalia from Italy on 1st July, 1960.

Though there is no statistically accurate population figure for Somalia, it is generally accepted that the estimated Somali population is around 7 to 9 Million (different sources from UNDOS & UNFPA conducted from 1975 – 1990), and an area of 635,000 Sq. Km. Having the longest coast in the Horn of Africa, Somalia benefits the from the Indian Ocean in the east and from the Red Sea at the north west.

Fishing industry is also starting to contribute to the national economy building alongside small scale craft industries.

It is difficult to calculate the Somali National Gross Domestic Product for the last 15 years because of the civil wars but there are some acceptable estimates on the performance of the economy.

The Somali Republic became a party to the Vienna Convention in 2001 and subsequently ratified the Montreal Protocol and all its Amendments in August 2001. Somalia operates under Article 5 of the Montreal Protocol.

The establishment of the Somali Transitional Federal Government in 2004 in Nairobi, Kenya after a long peace and reconciliation process funded by the international community under the direction of IGAD States as the legitimate Government of Somalia, recognized by the IGAD States, the Africa Union, European Union, the Arab League and ultimately by the United Nations.

The Somali Transitional Federal Government has committed itself through its Ministry of Environment and Disaster Management to implement its obligations under the Montreal Protocol by using the funding from the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol and its Implementing Agencies.

ODS Consumption in Somalia

Somalia does not produce any ODSs as it imports all its requirements. Its importation and consumption of CFCs in 1987 standing at 266.3 ODP tonnes was the highest since 1986. However, imports and consumption of ODSs have suffered from the wars and poor security in the country particularly from 1991 to 1994 when imports and consumption fell below 100 metric tones in any one year. In 2003 the importation and consumption of ODS rose to 108 metric tons.

The consumption of ODS for 2008 included 20 ODP tonnes of CFCs, and 151 metric tons of HCFC. This implies a per capita ODS consumption of 0.002 kg. This means that Somalia falls under the category of Article 5 Paragraph 1 countries, and thus qualifies to receive technical and financial assistance from the Multilateral Fund.

Methodology of the Country Programme Preparation

The methodology for the preparation of the Country Programme involved several visits organized for the ODS Officer of Somalia to the Offices of the regional CAP team in Nairobi with the purpose of receiving guidance for collecting relevant data, discussing institutional and policy framework with government officials, and identifying project activities which may qualify for support from the Multilateral Fund. The NOU then organized data collection at national level using representative of different regions in the country.

Recommended Phase-out Strategy

Due to the current unrest in the country, the strategy adopted for Somalia is to build the country's capacity to adopt good practices and to expedite retrofitting of existing ODS based equipment and prevent imports of additional equipment that will require use of ODS. This will be done through training of various stakeholders ranging from enforcement officers to refrigeration technicians that service the existing equipment.

This strategy will ensure compliance with the provisions of the Protocol and further reflect on the Government's objectives to fully phase-out Somalia's consumption of ODSs while at the same time reducing the cost associated with the country's industries and consumers. This is also in accordance with projects proposed for funding from the Multilateral Fund and in agreement with the aim of the Fund to provide incentives for the total phase-out of ODS by 2010.

Action Plan

Given the current situation in the country, the action plan will only comprise institutional support activities.

The objective of the Action Plan is to phase-out the consumption of ODS in Somalia in compliance with the Montreal Protocol as ratified by the Somali Government, and in accordance with the recommended ODS phase-out strategy adopted by the decision XX/19 of the meeting of parties for Somalia's return to compliance.

The Action Plan comprises the introduction of Government initiatives to effectively regulate and monitor the import and use of ODS, and a series of proposed projects in the ODS end user sectors some of which are seen as prerequisites for implementation of the phase-out schedule.

Government Actions:

The basic actions included in the plan have already been initiated with effect from the mid 2007:

- The relevant institutional framework for the implementation of the Action Plan has been created through the establishment of the National Ozone Committee, which includes representatives from key Government institutions as well as representatives of different user associations. The Committee is to advise the Ministry of Environment on all issues related to ODS;
- Furthermore, the National Ozone Unit has been created within the Ministry of Environment. This Office acts as a secretariat for the Committee and is expected to undertake a coordinating as well as a monitoring function of all activities concerning the phasing-out of ODS;
- Somalia has also endorsed the COMESA harmonized ODS Regulations and is working on national enforcement measures to ensure the COMESA regulations are enforced; and

- Somalia NOU participated in the 1st expert meeting for drafting and played an active role in the preparation of these sub-regional regulations.

Budget and Financing of Activities 2009-2010

Annex-A gives a breakdown of costs of the Action Plan by components and by year of implementation. It is proposed that all the costs are incremental project costs to be funded by the Multilateral Fund. The costs of the proposed Government Action Plan are covered by the Fund as an institutional support project. Once the incremental costs of the proposed projects are approved by the Multilateral Fund, appropriate funds handling mechanisms will be set up.

The total cost of the Action Plan is US \$80,000 for a period of 24 months.

It is proposed that the Multilateral Fund cover incremental costs not covered by other funding sources. Once the incremental costs of the proposed projects are approved by the Multilateral Fund, appropriate fund-handling mechanisms will be set up.